



Inter-Parliamentary Union

For democracy. For everyone.



## Conférence régionale à l'intention des jeunes parlementaires d'Afrique

Abuja, Nigéria

27-28 septembre 2017

### Document final

*Co-Rapporteurs:* M. Raphael Igbokwe, parlementaire (Nigéria) et Mme Munah E. Pelham-Youngblood, parlementaire (Libéria)

Nous, quelque 200 personnes dont 32 jeunes hommes et 16 jeunes femmes parlementaires venus de 15 pays, nous sommes réunis à Abuja (Nigéria) les 27 et 28 septembre 2017 pour la Conférence régionale à l'intention des jeunes parlementaires d'Afrique, dont le thème général était *Autonomisation des jeunes : renforcer leur participation politique pour bâtir des sociétés plus inclusives et plus pacifiques*. Nous avons mené nos travaux en partenariat avec des dirigeants d'assemblées d'Etats, des parlements de jeunes, des organisations de la société civile et des institutions internationales. L'âge moyen des parlementaires était de 38 ans.

Durant deux jours, nous nous sommes intéressés à la participation politique des jeunes et à la prévention de l'extrémisme violent, et avons mené des discussions à ce sujet. Nous sommes parvenus à la conclusion que ces questions étaient étroitement liées. Exclure les jeunes de la démocratie et des institutions décisionnelles peut les pousser vers les groupes extrémistes violents. Afin de prévenir l'extrémisme violent, il faut veiller à ce que les jeunes hommes et les jeunes femmes soient pleinement représentés au moment des prises de décisions afin que leurs opinions et leurs idées soient entendues haut et fort.

En tant que tribunes du peuple, nos parlements sont des lieux de dialogue où se rassemblent des groupes différents. Afin de choisir les bonnes politiques, notamment en adoptant des lois pertinentes et en garantissant leur application, ainsi qu'en demandant des comptes à nos gouvernements de manière efficace, toutes les couches de la société, en particulier les jeunes, doivent être représentées. En tant que jeunes représentants les plus proches des jeunes hommes et des jeunes femmes de nos pays, nous sommes les mieux placés pour amener les points de vue et les préoccupations des jeunes à la table où sont prises les décisions. Cependant, nous sommes largement sous-représentés au sein des parlements. Nous affirmons qu'il est nécessaire de renforcer de toute urgence les efforts visant à accroître la participation des jeunes. Nous avons entendu assez de bonnes paroles et il est désormais temps que nous fassions un pas vers notre avenir en prenant dès aujourd'hui des mesures fermes et audacieuses :

- Les Constitutions doivent prévoir la participation des jeunes. Les lois doivent faciliter l'élection de jeunes hommes et de jeunes femmes, y compris grâce à des quotas de jeunes et à la levée des restrictions relatives à l'âge d'éligibilité. Si l'on est en âge de voter, on est en âge de se présenter aux élections !
- Des politiques et des programmes bien pensés et bien financés doivent autonomiser les jeunes hommes et les jeunes femmes sur les plans politique, social, économique et culturel. Cette autonomisation se fera entre autres par l'intermédiaire des parlements et des conseils de jeunes ainsi que d'autres types d'associations de jeunes. L'enseignement scolaire et l'éducation civique doivent s'efforcer davantage de préparer les enfants et les jeunes à s'engager en politique et d'encourager les aspirations vers la fonction publique.
- Les partis politiques doivent ouvrir la voie aux jeunes, aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Ils ne peuvent pas continuer d'utiliser les jeunes pour gagner des voix, mener des campagnes et

recueillir un soutien, sans leur donner voix au chapitre. Ils doivent plutôt inscrire des jeunes sur leurs listes de candidats et les soutenir en les considérant comme un atout qui profitera à tous.

- Etant donné que les moyens financiers jouent un grand rôle au cours des campagnes électorales, des ressources publiques doivent être attribuées aux jeunes candidats des partis politiques. Il est également essentiel de plafonner les fonds de campagne, afin d'assurer l'égalité des chances.
- Enfin, les jeunes doivent soutenir les jeunes. Les jeunes parlementaires doivent être encouragés à soutenir de jeunes candidats, à les encadrer et à partager leurs réseaux avec eux. Il est également temps que les jeunes eux-mêmes passent à l'action et renforcent leur capital social en s'engageant résolument au sein de leurs communautés, en contribuant au développement de ces dernières et en se montrant utiles aux autres. Le pouvoir n'est jamais offert sur un plateau : il doit être mérité !

Nous sommes parfaitement conscients que notre pouvoir vient du peuple que nous représentons et c'est pourquoi notre responsabilité principale est de rester proches des électeurs qui nous ont accordé leur confiance. Nous réaffirmons l'importance d'un engagement durable auprès de nos communautés entre les élections pour être continuellement réceptifs aux commentaires qu'elles peuvent nous adresser concernant notre action. Nous pouvons y arriver par des moyens numériques et non numériques, par exemple à l'occasion d'assemblées publiques.

Il faut promouvoir les forums et les réseaux multipartites de jeunes en tant que moyens essentiels pour les jeunes de consolider leurs efforts et de traiter des questions d'intérêt général. Le tutorat et les activités de renforcement des capacités sont d'autres moyens de renforcer les répercussions qu'aura l'action menée par les jeunes parlementaires pour influencer le changement.

Nous appelons l'UIP à nous soutenir, nous ainsi que nos parlements, afin d'atteindre ces objectifs.

Nous saluons l'action que mène le Nigéria pour baisser l'âge d'éligibilité grâce à la campagne "Pas trop jeunes pour se présenter", et nous ferons de notre mieux pour diffuser cette campagne au-delà des frontières nigérianes. Nous sommes également inspirés par l'action du Forum des jeunes parlementaires du Nigéria, qui fait office de lien entre les jeunes Nigériens, le Gouvernement et le Parlement. Nous attachons beaucoup d'espoir à la volonté nouvelle portée par le Forum de veiller à ce que 20 pour cent des financements publics pour les partis politiques soient attribués à leurs jeunes candidats.

Nous décidons de donner suite, dans nos pays respectifs, aux discussions tenues et aux décisions prises au cours de cette Conférence régionale, notamment :

- En faisant un compte-rendu à nos parlements respectifs sur les recommandations adoptées ici et en communiquant ces dernières à nos collègues ;
- En soutenant et en encadrant les jeunes candidats au cours des élections futures aux niveaux aussi bien local que national ;
- En exerçant une pression sur les parlementaires et les décideurs politiques, indépendamment de leur âge, pour leur faire comprendre qu'il est nécessaire de prendre des mesures visant à accroître la participation des jeunes, que ce soit en établissant des quotas ou en alignant l'âge d'éligibilité sur l'âge du droit de vote ;
- En partageant les connaissances que nous avons acquises au cours de la Conférence avec les jeunes de nos communautés et les groupes de jeunes de la société civile.

Les risques que comportent l'exclusion des jeunes des processus décisionnels et leur baisse de confiance en nos démocraties sont graves et conduisent à l'apathie, au mécontentement et même à l'extrémisme violent. Cependant, la marginalisation politique est l'un de ces nombreux vecteurs en Afrique, outre le manque d'éducation, le manque d'opportunités socio-économiques, le chômage, la pauvreté, les inégalités, et la discrimination. L'une des questions préoccupantes qui a été soulevée lors

de nos débats concernait le fait que les hommes politiques eux-mêmes tendent à se servir de la religion dans le cadre de leurs campagnes électorales, ce qui exacerbe les différences et murent les communautés, même dans les sociétés où un tel phénomène n'existait pas il y a à peine quelques années.

La justice économique, le respect de la diversité et l'égalité des chances sont de meilleures armes contre l'extrémisme violent que les activités de l'armée ou des forces de sécurité. Bien qu'elles soient nécessaires, de telles activités ne font que traiter les symptômes de problèmes plus importants au lieu de s'attaquer à leurs causes profondes, tel qu'il convient de faire pour garantir une paix durable.

Il est nécessaire d'adopter une solution plus globale, en ciblant les causes profondes de l'extrémisme violent tout en veillant à protéger et à garantir les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance. Nous sommes convenus que l'essence du leadership des jeunes parlementaires se trouve dans l'action que nous pouvons mener pour lutter contre la mauvaise gouvernance, la pauvreté, les inégalités et la discrimination, et avons donc décidé de faire ce qui suit :

- veiller à ce que nos pays aient un plan d'action pour prévenir l'extrémisme violent, en intégrant les perspectives des jeunes dans l'élaboration des politiques, en créant des cadres juridiques qui soient conformes aux engagements internationaux en matière de droits de l'homme et en contrôlant la mise en œuvre, l'allocation des ressources et les résultats,
- soutenir des politiques qui contribuent à la prévention de l'extrémisme violent grâce à une approche globale qui s'attaque à ses nombreux moteurs,
- assurer un contrôle efficace des interventions dans le domaine de la sécurité afin de veiller à ce qu'elles soient fondées et conformes aux lois et normes relatives aux droits de l'homme et à l'état de droit d'une manière générale,
- soutenir des programmes d'éducation ambitieux qui promeuvent la paix et les droits de l'homme, sont sensibles au genre, et aident à contrer les propos incitant à l'extrémisme violent,
- exhorter nos gouvernements à allouer davantage de ressources pour faire en sorte que tous les enfants de nos pays respectifs aient accès à l'éducation, à la santé, à la science et à la culture,
- promouvoir la participation des femmes à la prise de décisions, intégrer les perspectives de genre et renforcer les capacités des femmes et des groupes de la société civile,
- soutenir l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que les efforts pour combattre l'illettrisme, prévenir la violence sexiste et réduire les taux d'abandon scolaire,
- promouvoir les innovations industrielles et les programmes de développement des compétences pour créer des emplois destinés aux jeunes,
- prendre en compte, dans les politiques existantes, les besoins des personnes handicapées et promouvoir la participation politique de ces personnes,
- combattre les idées fausses sur la religion et le détournement de celle-ci dans nos discours à l'intention du public,
- participer à des processus de médiation et de dialogue en vue de régler les conflits et d'atténuer les tensions au moment où ceux-ci se présentent, en particulier lorsque des jeunes sont impliqués,
- exercer un contrôle sur le système judiciaire afin de prévenir la radicalisation des jeunes dans les prisons.

Nous nous félicitons de l'appui que l'UIP continue d'apporter à la participation des jeunes et aux jeunes parlementaires. Nous lui demandons de soutenir des activités de renforcement des capacités et de

tutorat pour les jeunes parlementaires au niveau national et d'organiser une nouvelle Conférence régionale à l'intention des jeunes parlementaires d'Afrique dans un ou deux ans afin de faire le point sur ce qui aura été réalisé d'ici là.

Nous remercions l'Assemblée nationale du Nigéria pour avoir organisé la première Conférence régionale à l'intention des jeunes parlementaires d'Afrique avec efficacité et dévouement.